

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1719

[2001/29244]

**26 AVRIL 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création de l'observatoire des politiques culturelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 87, §§ 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 8 août 1980;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 26 septembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 12 octobre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000;

Sur proposition du Ministre de la Culture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Définitions.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2° l'Observatoire : l'Observatoire des Politiques culturelles institué par l'article 2;

3° le Comité d'accompagnement : l'organe de réflexion, d'orientation et d'évaluation institué par l'article 14;

4° les Instances d'avis : les conseils et les commissions consultatifs institués par les différentes réglementations relatives aux matières visées à l'article 3, 1°, a).

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *L'Observatoire, missions et organisation**Section 1<sup>re</sup>. — L'Observatoire*

**Art. 2.** Il est institué, au sein des services du Gouvernement de la Communauté française, un Observatoire des Politiques culturelles.

*Section 2. — Mission*

**Art. 3.** En collaboration avec les services du Gouvernement, l'Observatoire a pour missions :

1° de dresser un inventaire permanent :

a) des politiques et des données relatives aux matières culturelles au sens large et notamment celles visées à l'article 4, 1° à 8°, 10° et 14° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ainsi que dans le domaine de l'enseignement artistique, et plus particulièrement en ce qui concerne :

- la langue, les livres, les lettres et les bibliothèques;
- les arts de la scène;
- l'éducation permanente et la jeunesse;
- les arts plastiques, les musées et le patrimoine;
- l'animation culturelle;
- l'audiovisuel, les multimédias, les industries culturelles et le soutien à la presse;
- les infrastructures culturelles et les équipements culturels;
- la formation aux métiers de la culture, notamment l'enseignement artistique;
- les relations internationales;
- les aspects culturels de la politique touristique.

b) des opérateurs, associations et institutions, subventionnés ou non, agissant dans les domaines précités;

c) des professions, des métiers et des emplois générés dans les domaines précités;

d) de la diffusion des biens et des services culturels au sein de la population francophone, des pratiques culturelles de celle-ci et des modes d'accès et de participation des citoyens à la vie culturelle,

inventaire dont l'élaboration au plan méthodologique est conçue en collaboration avec le Service des Statistiques du Service général de l'Informatique et des Statistiques du Ministère.

2° de rassembler et de coordonner les résultats des études et des recherches réalisées en matières visées à l'article 3, 1°, a) du présent arrêté, de réaliser lui-même des études ou d'en faire réaliser s'il échet;

3° de produire, à la demande du Gouvernement de la Communauté française, d'un membre de celui-ci, du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, ou d'initiative, des analyses sur toute question relative aux politiques culturelles;

4° de mettre à la disposition des instances d'avis et des administrations compétentes ses connaissances relatives aux domaines et politiques culturels en Belgique et à l'étranger;

5° d'assurer une fonction de veille quant aux outils d'évaluation des politiques culturelles et d'aide à la décision développés en Communauté française, dans le reste du pays et à l'étranger;

**Art. 4.** Sous le contrôle et l'autorité du Gouvernement, l'Observatoire promeut et diffuse, auprès des opérateurs culturels et du grand public, les contenus et l'histoire des politiques culturelles développées en Communauté française, ainsi que les résultats des études et recherches menées dans ces domaines.

Sous l'autorité et le contrôle du Gouvernement, l'Observatoire assure, à la demande d'un opérateur culturel, public ou privé, une fonction d'information portant sur le contexte socio-économique et l'environnement culturel du (des) projet(s) que cet opérateur souhaite développer.

**Art. 5.** Pour la réalisation des missions qui lui sont confiées par les articles 3 et 4, l'Observatoire réunit, au moins deux fois par an, l'ensemble des représentants de chacune des Instances d'avis.

Lorsque l'Observatoire procède ou fait procéder à l'analyse d'un secteur culturel particulier, il consulte d'office le Fonctionnaire général du (des) service(s) concerné(s) et la (les) instance(s) d'avis du (des) secteur(s) concerné(s), ainsi que et le (les) Ministre(s) qui est (sont) en charge du (des) secteur(s) concerné(s).

### Section 3. — Fonctionnement

**Art. 6.** Le Gouvernement établit avec tout organisme international, fédéral, communautaire, régional ou local, de droit public ou privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement des missions de l'Observatoire.

**Art. 7.** Sans préjudice des compétences des Instances d'avis existantes ainsi que des tâches de gestion ordinaire des services du Gouvernement, la collaboration entre ceux-ci et l'Observatoire prévoit que des Instances d'avis, les services du Gouvernement et l'Observatoire échangent les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches et missions respectives.

En particulier, l'Observatoire associe ou tient informés les services du Gouvernement concernés, des études et recherches en projet et en cours, et leur communique les résultats des travaux développés en vertu des articles 3 et 4.

De même, les services du Gouvernement associent ou tiennent informé l'Observatoire, des études et recherches envisagées à leur initiative dans les domaines qui relèvent de leurs compétences. Ils lui communiquent les informations nécessaires à l'exécution de ses missions, notamment les notes et rapports d'orientations de politiques culturelles qu'ils proposent, les réglementations concernant leurs matières propres, l'affectation finale des crédits budgétaires qu'ils gèrent, et les rapports annuels des Instances d'avis relevant des matières qu'ils traitent.

**Art. 8.** Les résultats des études et recherches concernant les matières et les politiques culturelles, réalisées à l'initiative de la Communauté française ou subsidiées par celles-ci, sont transmis à l'Observatoire.

**Art. 9.** Les analyses visées à l'article 3, 3° sont transmises d'office à l'auteur de la demande, au membre du Gouvernement, au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, aux Fonctionnaires généraux des services du Gouvernement qui ont compétence dans les matières concernées, et à leurs services.

### Section 4. — Organisation

**Art. 10.** Les membres du personnel des services du Gouvernement, mis à la disposition de l'Observatoire, sont affectés au Secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

**Art. 11.** Le Gouvernement désigne, au sein du personnel de l'Observatoire, la personne dénommée « Coordinateur » qui assure la coordination des travaux de l'Observatoire.

### Section 5. — Indépendance de l'Observatoire

**Art. 12.** L'Observatoire mène et développe ses missions en toute indépendante intellectuelle, méthodologique et scientifique.

Le Gouvernement fixe le régime d'incompatibilités des membres du personnel de l'Observatoire dans l'exercice de leurs fonctions.

**Art. 13.** Tous les deux ans, avant le trente juin, l'Observatoire remet au Gouvernement et au Parlement de la Communauté française un rapport d'activités ainsi qu'une note prospective sur l'orientation de ses travaux.

## CHAPITRE II. — *Le Comité d'accompagnement*

### Section 1<sup>re</sup>. — Les compétences

**Art. 14.** Un organe de réflexion, d'orientation et d'évaluation est mis en place pour accompagner les travaux de l'Observatoire. Cet organe est appelé le Comité d'accompagnement.

Sans préjudice de l'indépendance de l'Observatoire, qui est prévue à l'article 12 du présent arrêté, le Comité d'accompagnement fixe les orientations générales des travaux de l'Observatoire.

Le Comité d'accompagnement est régulièrement consulté par l'Observatoire en ce qui concerne ses hypothèses de travail, sa méthodologie et les données sur lesquelles il s'appuie.

Le Comité d'accompagnement vérifie également que les demandes d'analyse qui sont adressées à l'Observatoire, ainsi que celles que l'Observatoire souhaite réaliser d'initiative, entrent dans le champ de compétences de l'Observatoire.

L'Observatoire se soumet aux décisions du Comité d'accompagnement.

*Section 2. — Composition et fonctionnement*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité d'accompagnement est composé de membres ayant une voix délibérative et de membres ayant une voix consultative.

§ 2. Sont membres du Comité avec voix délibérative :

- 1° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son délégué;
- 2° six experts désignés par le Gouvernement parmi des personnalités du monde universitaire ou de centres de recherches;
- 3° le (la) Président(e) du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou son représentant;
- 4° le (la) Présidente(e) du Conseil supérieur des Arts de la Scène ou son représentant;
- 5° le (la) Président(e) de la Commission consultative des Centres culturels ou son représentant;
- 6° le (la) Président(e) du Conseil supérieur des Musées ou son représentant;
- 7° le (la) Président(e) du Conseil du Livre ou son représentant;
- 8° le (la) Président(e) du Conseil supérieur de l'Education permanente ou son représentant;
- 9° le (la) Président(e) du Conseil de la Jeunesse d'Expression française ou son représentant;
- 10° le (la) Président(e) du Conseil de l'Education et de la Formation ou son représentant;
- 11° un représentant mandaté par l'Union des Villes et Communes de Wallonie;
- 12° un représentant mandaté par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 13° un représentant mandaté par l'Association des Provinces wallonnes;
- 14° le Commissaire général aux Relations internationales ou son représentant.

§ 3. Sont membres du Comité avec voix consultatives :

- 1° le Fonctionnaire général responsable de l'Administratin générale de la Culture et de l'Informatique ou son délégué;
- 2° le Fonctionnaire général responsable de la Direction générale de la Culture ou son délégué;
- 3° le Fonctionnaire général responsable du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias ou son délégué;
- 4° le Fonctionnaire général responsable de l'Administration générale de l'Infrastructure ou son délégué;
- 5° le Fonctionnaire général responsable de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué;
- 6° le Fonctionnaire général responsable de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou son délégué;
- 7° Le président francophone de la Commission permanente du Pacte culturel ou son représentant;
- 8° le personnel de niveau 1 de l'Observatoire.

§ 4. Le Gouvernement peut inviter à siéger au sein du Comité, avec voix délibérative :

- 1° trois membres du Parlement de la Communauté française;
- 2° trois membres de l'Assemblée de la Commission communautaire française;
- 3° trois membres du Parlement wallon.

§ 5. La qualité de membre de Comité d'accompagnement est incompatible avec l'appartenance à une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie, tels qu'énoncés notamment par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

**Art. 16.** Le Comité d'accompagnement peut associer un ou plusieurs experts à ses travaux, avec voix consultative, lorsque ceux-ci ont un caractère technique nécessitant des compétences particulières.

**Art. 17.** La présidence du Comité d'accompagnement est exercée par l'un de ses membres ayant voix délibérative.

Durant la première année, la présidence du Comité d'accompagnement est exercée par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française. Par la suite, le Président du Comité d'accompagnement est choisi en son sein pour une durée maximale de cinq années, renouvelable une fois.

Le Président convoque le Comité d'accompagnement et établit l'ordre de ses travaux.

**Art. 18.** Les mandats des membres désignés par le Gouvernement sont liés à la durée de la législature. Ils expirent de plein droit dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Conseil de la Communauté française. Ces mandats sont renouvelables une fois.

Un membre, qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné, cesse d'exercer ses fonctions; un remplaçant, qui termine le mandat, est désigné aux mêmes conditions que celles qui ont été observées pour la désignation de la personne remplacée.

**Art. 19.** Le Comité d'accompagnement élit, au sein des membres ayant voix délibérative, un Bureau composé de cinq membres.

Le Bureau est chargé de préparer les décisions du Comité d'accompagnement. Il se réunit au moins six fois dans l'année. Le laps de temps séparant deux réunions ne peut excéder un trimestre.

**Art. 20.** Le Comité d'accompagnement arrête son règlement d'ordre intérieur ainsi que celui du Bureau.

**Art. 21.** Seuls les membres du Comité d'accompagnement visé à l'article 15, § 2, 3° et à l'article 16 du présent arrêté peuvent bénéficier d'un jeton de présence pour leur participation à ses séances de travail et d'un remboursement des frais de parcours et de séjour.

Le Gouvernement en détermine les montants.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2001.

**Art. 23.** Le Ministre de la Culture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 avril 2001.

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction Publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Audiovisuel, des Arts et Lettres

R. MILLER

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1719

[2001/29244]

#### **26 APRIL 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 87, §§ 1 en 2 van de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 september 2000;

Geletop het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 oktober 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 12 oktober 2000;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur,

Besluit :

#### **Artikel 1.** Bepalingen

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° het Waarnemingscentrum : het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap;

3° Het Begeleidingscomité : de instelling belast met de overdenking, de oriëntering en de evaluatie ingesteld bij artikel 14;

4° de instanties voor advies : de raden en de commissies voor advies ingesteld door de verschillende regelingen inzake de bij artikel 3, 1°, a) bedoelde aangelegenheden.

#### HOOFDSTUK I. — *Het Waarnemingscentrum, opdrachten en organisatie*

##### *Afdeling . — Het Waarnemingscentrum*

**Art. 2.** Er wordt bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap een Waarnemingscentrum voor de Beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap opgericht.

*Afdeling 2. — Opdrachten*

**Art. 3.** In samenwerking met de diensten van de Regering heeft het Waarnemingscentrum als opdracht :

1° een permanente inventaris op te maken van :

a) de beleidsvoeringen en de gegevens betreffende de culturele aangelegenheden in brede zin en inzonderheid deze bedoeld bij artikel 4 1 tot 8°, 10° en 14° van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 alsook op het gebied van het kunstonderwijs, en meer in het bijzonder wat betreft :

- de taal, het boekwezen, de letteren en de bibliotheken;
- de toneelkunsten;
- de permanente opvoeding en de jeugd;
- de plastische kunsten, de musea en het patrimonium;
- de culturele animatie;
- de audiovisuele sector, de multimedia, de culturele ondernemingen en de steun aan de pers;
- de culturele infrastructuur en uitrustingen;
- de vorming tot de beroep inzake cultuur, inzonderheid het kunstonderwijs;
- de internationale betrekkingen;
- de culturele aspecten van het beleid inzake toerisme.

b) de operators, verenigingen en instellingen, al dan niet gesubsidieerd, die in voormelde domeinen actief zijn;

c) de beroepen, de ambachten en de betrekkingen ontwikkeld in voormelde domeinen;

d) de bezorging van het culturele animatie;

- de audiovisuele sector, de multimedia, de culturele ondernemingen en de steun aan de pers;
- de culturele infrastructuur en uitrustingen;
- de vorming tot de beroepen inzake cultuur, inzonderheid het kunstonderwijs;
- de internationale betrekkingen;
- de culturele aspecten van het beleid inzake toerisme.

b) de operators, verenigingen en instellingen, al dan niet gesubsidieerd, die in voormelde domeinen actief zijn;

c) de beroepen, de ambachten en de betrekkingen ontwikkeld in voormelde domeinen;

d) de bezorging van het cultureel bezit en de culturele diensten aan de Franstalige bevolking, van haar culturele praktijken en de manieren waarop de burgers toegang hebben tot het cultureel leven en eraan deelnemen,

inventaris waarvan de uitwerking op methodologisch vlak werd bedacht in samenwerking met de Dienst voor Statistiek van de Algemene Dienst voor informatica en voor Statistiek van het Ministerie;

2° de resultaten van de studies en van de opzoeken te verzamelen en te coördineren die werden gerealiseerd op het vlak van aangelegenheden bedoeld bij artikel 3, 1°, a) van dit besluit, persoonlijke studies te maken of zo nodig er te doen maken;

3° op het verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, van een lid ervan, van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of op eigen initiatief, analyses van elke kwestie in verband met de beleidsvoeringen inzake cultuur te verwezenlijken;

4° haar verworven kennis ter beschikking van de instanties voor advies en de bevoegde administraties te stellen betreffende de beleidsvoeringen inzake cultuur in België en in het buitenland;

5° een rol van toezicht te laten spelen bij middel van de in de Franse Gemeenschap ontworpen evaluatiemiddelen voor de beleidsvoeringen inzake cultuur en een rol van hulpbezorging voor het treffen van beslissingen in de rest van het land en in het buitenland.

**Art. 4.** Onder het toezicht en de autoriteit van de Regering, bevordert en maakt het Waarnemingscentrum bij de culturele operators en de grote massa de inhoud en de geschiedenis bekend van de beleidsvoeringen inzake cultuur die in de Franse Gemeenschap worden gevolgd alsook de resultaten van de studies en de opzoeken die op die domeinen worden ondernomen.

Onder de autoriteit en het toezicht van de Regering, oefent het Waarnemingscentrum op het verzoek van een culturele operator, publiek of privaat, een informatiefunctie uit die betrekking heeft op de sociale en economische context en op de culturele omgeving van het (de) project(en) dat (die) deze operator wenst te ontwikkelen.

**Art. 5.** Voor de realisatie van de opdrachten die hem worden toevertrouwd bij de artikelen 3 en 4, roept het Waarnemingscentrum ten minste tweemaal per jaar, al de vertegenwoordigers samen van elke Instantie voor advies.

Wanneer het Waarnemingscentrum een analyse maakt of laat maken van een culturele sector in het bijzonder, raadpleegt hij ambtshalve de Ambtenaar-generaal van de betrokken dienst(en) en de Instantie(s) voor advies van de betrokken sector(en), alsook de Minister(s) belast met de betrokken sector(en).

*Afdeling 3. — Werking*

**Art. 6.** De Regering legt de nodige samenwerkingsbanden met elke internationale, federale, gemeenschappelijke, gewestelijke of plaatselijke publiek- of privaatrechtelijke instelling voor het vervullen van de opdrachten van het Waarnemingscentrum.

**Art. 7.** Onverminderd de bevoegdheden van de bestaande Instanties voor advies alsook de opdrachten inzake gewoon beheer van de diensten van de Regering, voorziet de samenwerking tussen hen en het Waarnemingscentrum erin dat de Instanties voor advies, de diensten van de Regering en het Waarnemingscentrum de nodige informatie uitwisselen voor het vervullen van hun respectieve taken en opdrachten.

In het bijzonder betreft het Waarnemingscentrum de diensten van de Regering bij de in de maak en de lopende studies en de opzoeken en houdt ze op de hoogte ervan en geeft hen kennis van de resultaten van de werkzaamheden uitgevoerd krachtens de artikelen 3 en 4.

Eveneens betrekken de diensten van de Regering het Waarnemingscentrum bij de studies en opzoeken die op hun initiatief worden overwogen in de domeinen die onder hun bevoegdheden vallen en houden ze op de hoogte ervan. Zij geven het de nodige informatie voor het vervullen van zijn opdrachten, inzonderheid de nota's en de verslagen over de oriëntaties van de beleidsvoeringen inzake cultuur die zij voorleggen de regelingen betreffende hun eigen aangelegenheden, de eindbestemming van de begrotingskreieten die zij beheren, en de jaarverslagen van de Instaties voor advies over de aangelegenheden die zij behandelen.

**Art. 8.** De resultaten van de studies en de opzoeken betreffende de aangelegenheden en de beleidsvoeringen inzake cultuur, die op initiatief van de Franse Gemeenschap zijn verwezenlijkt of door haar gesubsidieerd, worden aan het Waarnemingscentrum overgemaakt.

**Art. 9.** De bij artikel 3, 3° bedoelde analyse worden ambtshalve doorgezonden naar de auteur van de aanvraag, naar de leden van de Regering, naar de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, naar de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering bevoegd voor de aangelegenheden waarvan sprake, en naar hun diensten.

#### *Afdeling 4. — Organisatie*

**Art. 10.** De personeelsleden van de diensten van de Regering, die ter beschikking van het Waarnemingscentrum zijn gesteld, worden ingedeeld bij het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap

**Art. 11.** De Regering stelt onder het personeel van het Waarnemingscentrum, de persoon aan, bekend onder de benaming « Coördinator », die zorgt voor de coördinatie van de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum.

#### *Afdeling 5. — Onafhankelijkheid van het Waarnemingscentrum*

**Art. 12.** Het Waarnemingscentrum leidt zijn opdrachten en voert ze uit in volle intellectuele, methodologische en wetenschappelijke onafhankelijkheid.

De Regering bepaalt voor de personeelsleden van het Waarnemingscentrum het reglement voor de gevallen van onverenigbaarheid met het uitoefenen van hun opdrachten.

**Art. 13.** Om de twee jaar, vóór dertig juni, bezorgt het Waarnemingscentrum aan de Regering en aan het Parlement van de Franse Gemeenschap een activiteitenverslag alsook een prospectieve nota over de oriëntatie van zijn werkzaamheden.

### HOOFDSTUK II. — *Het Begeleidingscomité*

#### *Afdeling 1. — De bevoegdheden*

**Art. 14.** Een overdenkings-, oriënterings- en evaluatieorgaan wordt ingesteld om de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum te begeleiden. Dit orgaan wordt Begeleidingscomité genoemd.

Overminderd de onafhankelijkheid van het Waarnemingscentrum, waarin voorzien bij artikel 12 van dit besluit, bepaalt het Begeleidingscomité de algemene oriënteringen van de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum.

De Begeleidingsdienst wordt regelmatig geraadpleegd door het Waarnemingscentrum over zijn werkhypothesen, zijn methodologie en de gegevens waarop het zich steunt.

Het Begeleidingscomité zorgt er eveneens voor dat de aanvragen voor analyses gericht tot het Waarnemingscentrum, alsook deze die het Waarnemingscentrum op eigen initiatief wenst te realiseren, onder de bevoegdheden van het Waarnemingscentrum vallen.

Het Waarnemingscentrum onderwerpt zich aan de beslissingen van het Begeleidingscomité.

#### *Afdeling 2. — Samenstelling en werking*

**Art. 15.** § 1. Het Begeleidingscomité bestaat uit stemgerechtigde leden en uit leden met raadgevende stem.

§ 2. Zijn stemgerechtigd lid van het Comité :

1° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;

2° zes deskundigen aangewezen door de Regering onder de personaliteiten van de universitaire kringen of van opzoekingscentra;

3° de Voorzitter(-ster) van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector of zijn (haar) vertegenwoordiger;

4° de Voorzitter(-ster) van de Hoge Raad voor de Toneelkunsten of zijn (haar) vertegenwoordiger;

5° de Voorzitter(-ster) van de Commissie voor Advies van de Culturele centra of zijn (haar) vertegenwoordiger;

6° de Voorzitter(-ster) van de Hoge Raad voor de Musea of zijn (haar) vertegenwoordiger;

7° de Voorzitter(-ster) van de Raad voor het Boekenwezen of zijn (haar) vertegenwoordiger;

8° de Voorzitter(-ster) van de Hoge Raad voor Vaste Opvoeding of zijn (haar) vertegenwoordiger;

9° de Voorzitter(-ster) van de Franstalige Jeugd Raad of zijn (haar) vertegenwoordiger;

10° de Voorzitter(-ster) van de Raad voor Opvoeding en Vorming of zijn (haar) vertegenwoordiger;

11° een vertegenwoordiger gemandateerd door de Vereniging van Steden en Gemeenten van Wallonië;

12° een vertegenwoordiger gemandateerd door de Vereniging van de Stad en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

13° een vertegenwoordiger gemandateerd door de Vereniging van de Waalse Provincies;

14° de Commissaris-generaal voor Internationale Betrekkingen of zijn vertegenwoordiger;

§ 3. Zijn lid van het Comité met raadgevende stem :

1° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het Algemeen Bestuur voor Cultuur of zijn afgevaardigde;

2° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Algemene Directie voor Cultuur of zijn afgevaardigde;

3° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en de Plurimedia of zijn afgevaardigde;

4° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het Algemeen Bestuur voor Infrastructuur of zijn afgevaardigde;

5° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of zijn afgevaardigde;

6° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Algemene Directie voor het niet verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of zijn afgevaardigde;

7° de Franstalig voorzitter van de Vaste Commissie voor het Cultureel Pakt of zijn vertegenwoordiger;

8° het personeel van niveau 1 van het Waarnemingscentrum.

§ 4. De Regering mag de volgende personen verzoeken om stemgerechtigd in het Comité te zetelen :

1° drie Parlementsleden van de Franse Gemeenschap;

2° drie leden van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° drie Waalse Parlementsleden.

§ 5. De hoedanigheid van lid van het Begeleidingscomité is onverenigbaar met het behoren tot een vereniging die de principes van de democratie niet naleeft, zoals onder andere verwoord in de Europese overeenkomst voor het behoud van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden.

**Art. 16.** Het Begeleidingscomité kan een of meer deskundigen bij haar werkzaamheden betrekken, met raadgevende stem, wanneer deze werkzaamheden van technische aard zijn waarvoor bijzondere bevoegdheden vereist zijn.

**Art. 17.** Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door een van de stemgerechtigde leden.

Tijdens het eerste jaar staat het Begeleidingscomité onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Daarna wordt de voorzitter van het Begeleidingscomité uit eigen midden gekozen voor een maximale duur van vijf jaar, eenmaal hernieuwbaar.

De Voorzitter roept het Begeleidingscomité samen en stelt de agenda van zijn werkzaamheden op.

**Art. 18.** De mandaten van de door de Regering aangestelde leden zijn gekoppeld aan de duur van het bewind. Zij vervallen van rechtswege binnen de vier maanden die volgen op de hernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap. Die mandaten zijn eenmaal hernieuwbaar.

Er wordt een einde gesteld aan de uitoefening van de functies van een lid dat zijn hoedanigheid verliest krachtens welke het werd aangesteld; een vervanger die zijn mandaat beëindigt, wordt aangewezen onder dezelfde voorwaarden als deze die werden nageleefd voor de aanstelling van de vervangen persoon.

**Art. 19.** Het Begeleidingscomité kiest onder de stemgerechtigden vijf leden uit die het Bureau vormen.

Het Bureau is belast met de voorbereiding van de beslissingen van het Begeleidingscomité. Het vergadert ten minste zesmaal per jaar. De tijdsperiode tussen twee vergaderingen mag niet langer zijn dan een kwartaal.

**Art. 20.** Het Begeleidingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op alsook dat van het Bureau.

**Art. 21.** Enkel de leden van het Begeleidingscomité bedoeld bij artikel 15, § 2, 3° e, bij artikel 16 van dit besluit mogen een zitpenning ontvangen voor hun deelneming aan werkvergaderingen en de terugbetaling krijgen van hun reis- en verblijfkosten.

De Regering stelt de bedragen ervan vast.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 22.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2001.

**Art. 23.** De Minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 april 2001.

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van de Audiovisuele Sector, Kunsten en Letteren,

R. MILLER

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1720

[C — 2001/27367]

**28 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon dérogeant, à titre exceptionnel, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998, organisant l'examen de chasse en Région wallonne, article 4, alinéa 2**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 14, § 2, alinéa 3, tel que modifié par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, notamment l'article 4, alinéa 2;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse, rendu le 19 avril 2001;

Considérant qu'en raison des mesures de prévention exceptionnelles prises vis-à-vis de l'épizootie de la fièvre aphteuse, l'accès au camp militaire de Marche-en-Famenne a été interdit aux civils;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, article 4, alinéa 2, prévoit l'organisation de celui-ci au cours du 1<sup>er</sup> semestre;